

Harcèlement scolaire: des initiatives mais encore beaucoup à faire en France

Paris, 17 nov. 2021 (AFP) -

Il touche près d'un enfant sur dix et peut avoir des conséquences dramatiques, comme l'a rappelé en octobre le suicide de Dinah, 14 ans: beaucoup reste à faire en France contre le harcèlement scolaire, malgré des actions renforcées depuis dix ans.

Objet d'une journée nationale de mobilisation jeudi, le harcèlement - violences répétées pouvant être verbales, physiques ou psychologiques - toucherait 6 à 10% des élèves au cours de leur scolarité, rappelait en septembre un rapport du Sénat sur le sujet.

Selon une enquête du ministère de l'Éducation, 5,6% des collégiens disaient être victimes de plusieurs violences pouvant s'apparenter à du harcèlement en 2017 (contre 6,9% cependant en 2013).

Et le cyberharcèlement, illustré en septembre par les menaces envers des élèves nés en 2010, se développe: un quart des collégiens (25%) disaient avoir été la cible d'au moins une attaque sur les réseaux sociaux en 2017.

Longtemps ignoré, ce sujet a fait l'objet d'une prise de conscience accrue depuis les Assises nationales contre le harcèlement à l'école en 2011.

"La révolution sur la question s'est faite il y a dix ans en France", explique le sociologue Benjamin Moignard, spécialiste de l'école. "On était très en retard car on était un des rares pays européens qui n'avait pas de politique publique dédiée".

Signe de cet intérêt, un dispositif de prévention dans les écoles élémentaires et collèges, le programme pHARe, a été expérimenté à partir de 2019 dans six académies et généralisé cette année. Il a pour objectif "d'atteindre 100% des collèges d'ici à la fin de l'année scolaire", indique à l'AFP Edouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco).

"Plus de 40% des collèges" ont déjà adhéré à ce programme, ajoute-t-il. Il prévoit la formation d'une équipe de référence de cinq personnes par école, la nomination de dix élèves ambassadeurs au moins par établissement ou dix heures de formation par an pour les enfants.

"C'est une avancée et il faut s'en féliciter", estime Nora Fraisse, fondatrice de l'association Marion la main tendue, qui a participé à son élaboration. "C'est le premier programme qui a une vue globale du problème".

"Bien sûr, ça prend du temps", mais "il y a une vraie volonté", renchérit Marie Quartier, cofondatrice du Centre de Ressources et d'Études Systémiques contre les Intimidations Scolaires (ReSIS), qui participe aux formations.

- "Cercle vertueux" -

S'ajoutent d'autres mesures comme les numéros d'aide d'urgence 3020 (pour familles et victimes), et 3018 (cyberharcèlement), ou des référents dans les académies et départements (337 dans toute la France).

Mais beaucoup de ces initiatives peinent à être connues et les formations restent largement insuffisantes.

"Là où on a besoin de se muscler maintenant, c'est notamment sur une formation beaucoup plus complète des adultes", reconnaît Edouard Geffray qui indique que le ministère travaille aussi sur le cyberharcèlement "pour essayer de faire bouger les lignes".

"On a encore à avancer beaucoup sur les questions de formation (...) mais pas seulement des enseignants, ça peut être aussi des médecins généralistes, infirmières scolaires, psychologues...", estime aussi Éric Debarbieux, professeur en Sciences de l'éducation et ex-délégué ministériel sur le sujet (de 2012 à 2015).

Par ailleurs, explique-t-il, "les questions de harcèlement dépendent beaucoup des dynamiques locales". "Quand on a des équipes qui ne sont pas solides, on peut avoir tous les programmes qu'on veut, ça ne marchera pas".

Car les spécialistes sont unanimes: le climat scolaire, c'est-à-dire les relations entre adultes dans les établissements, jouent beaucoup pour lutter contre le harcèlement.

"Ce qui est le plus significatif, c'est comment les adultes travaillent entre eux, comment on stabilise les équipes éducatives, comment on crée du collectif dans les établissements", analyse Benjamin Moignard. "En France, on est en difficulté là-dessus parce que, contrairement à d'autres pays, on n'a pas de culture du collectif implantée".





PAYS :France
SURFACE :105 %
PERIODICITE :Quotidien



► 17 novembre 2021 - Edition Fil Gen

Éric Debarbieux le souligne aussi, "un cercle vertueux" doit se créer impliquant tous les adultes, enseignants, autres personnels et parents, surtout à l'heure du cyberharcèlement qui "nécessite une co-éducation beaucoup plus importante", tandis que la coopération entre enfants doit être renforcée.

"Il y a un large chemin à faire, qui ne dépend pas que d'un programme miracle mais véritablement d'une philosophie d'éducation", résume-t-il.

slb/lbx/or

Afp le 17 nov. 21 à 09 01.

